

DU QUARANTENAIRE AU CINQUANTENAIRE : BREVE REFLEXION INSTITUTIONNELLE SUR LA CONSTITUTION DES OBJETS DE RECHERCHE.

Robert CABANES

Rappelons les observations critiques du rapport du Comité National d'Évaluation de la Recherche de 1994 : programmations individuelles justifiées à posteriori comme programmations collectives en fonction des modes et de l'air du temps ; repliement sur une "vocation" d'origine qui renaît en permanence de ses cendres, le développement, autorisant du même coup un splendide -et dangereux- isolement ; enfin impuissance à traiter les "grands" problèmes et invisibilité sociale de notre travail. Au regard de ce diagnostic, la quarantaine de l'ORSTOM, il y a seulement 10 ans, démarrerait pourtant avec un optimisme que ne pouvaient s'empêcher de partager même les plus désabusés. Que s'est-il donc passé entre temps ?

Parlons de ce que nous connaissons le moins mal, les sciences sociales, et d'un niveau de fonctionnement, le département, que chacun connaît de près. Les évolutions qui ont eu lieu à ces niveaux me semblent directement liées au diagnostic du CNER.

1- L'absence prolongée des conseils de département

Sans vouloir considérer comme parfaits les conseils qui ont fonctionné de 1983 à 1987, au moins les départements étaient-ils "pilotes" par ces assemblées composées pour moitié de personnes extérieures, d'une part. Et les chefs de département étaient-ils obligés d'explicitier tous les 6 mois leurs orientations et leur politique, d'autre part. Chacun pouvait savoir à quoi s'en tenir s'il le voulait. A partir de 1987 et jusqu'à la fin de 1993, la gestion du département est devenue, à proprement parler, une affaire de relation entre chefs de département et direction générale. Dehors le "regard" extérieur. Quant aux relations entre chefs d'UR et chef de département, elles n'étaient pas codifiées autrement que par les rapports personnels des uns et des autres. L'histoire de chaque département semble avoir été tout à fait singulière à cet égard, mais le fait est qu'il y avait impossibilité de parler, au niveau du département, de ce qui n'était même pas représenté, une orientation, une politique, puisque les décisions étaient issues des relations quasiment privées entre chefs de

département et chefs d'UR, initiées ou confirmées au niveau des instances hiérarchiquement supérieures. Nul lieu pour penser de manière quelque peu collective un département. Si l'on veut qu'une institution, plus particulièrement une institution de recherche où l'on travaille beaucoup sur le découpage de la réalité et sa représentation, et où les "travailleurs" ne sont pas en majorité des O.S, se sclérose, il suffit de rendre la communication difficile, mal partagée, peu débattue ; seuls quelques-uns pourront alors penser et représenter son activité. Et chacun pourra en même temps se créer la niche écologique nécessaire à un travail qu'il veut intelligent.

"L'absence" de département "indéfini" du même coup la spécificité et la complémentarité des UR ; elle semble devoir être directement liée à la "redisciplinarisation" des UR du département Sud par exemple (en a-t-il été de même dans les autres départements ?). Puisque restent invisibles à ce niveau les grands problèmes transdisciplinaires qui seraient à poser, sauf bien sûr dans leur formulation la plus générale qui fait partie du domaine public, au moins reste-t-il les disciplines. Et la Commission des sciences sociales qui n'avait pas fait grand-chose, tout le monde en conviendra, pour aider au développement des structures de département, redevient propriétaire incontestée d'une légitimité scientifique qui lui était auparavant disputée par les structures du département. Ce qui équilibrait quelque peu les concurrences et les compromis interdisciplinaires et rendait plus facile la mise au jour et la prise en charge des nouveaux objets scientifiques.

Il faut, semble-t-il, réfléchir sur le sens de l'acceptation, par tous, de cette longue absence. Pourquoi accepte-t-on mieux le regard extérieur sur l'individu (l'évaluation scientifique des commissions) que sur l'institution ? En sommes-nous à ce point dépendants, et liés dans un repli frileux ? Nombreux cependant avaient été ceux qui, au début des années 80, avaient trouvé oxygène et plaisir dans l'ouverture. Plus nombreux encore ont été ceux qui ont voulu à nouveau en 1987 respirer dans le giron maternel, redéfinir la spécificité de l'organisme ou/et celle de la discipline, toutes "puretés" signés, à notre avis, de faiblesse, de désarroi, ou de fatigue.

2- Le décalage entre la doctrine et la pratique

Problème si banal qu'il ne vaudrait pas la peine d'en parler, s'il ne dénotait encore une absence de repères. La doctrine officielle est bien celle d'un projet scientifique, si possible multidisciplinaire, par UR (Cf Séminaire des responsables d'UR, Montpellier, septembre

1992). Au lieu de cela on voit se constituer de grosses UR non identifiables autrement que par un thème vague et de plus en plus monodisciplinaire. L'UR est grosse, par commodité de gestion, et les thèmes larges pour pouvoir incorporer un maximum de personnes de la discipline. Du coup, la programmation devient largement une affaire disciplinaire. L'UR perd son pouvoir original de proposition ou d'incitation. Retrouver ce souffle qui, à une époque, fut impulsé d'en haut, n'est possible que si, aussi, se défatiguent les membres "inférieurs". La transparence des pouvoirs internes, et surtout la participation pourraient y aider.

3- Le quasi-alignement sur les programmations et les problématiques des organisations internationales

C'est évidemment ce qui guette une institution fragile à la conquête d'une nouvelle légitimité, si elle se trouve à un moment où elle est incapable de réagir d'elle-même. La chance des EPST, par leur budget, serait de n'être pas dépendants de demandes de court terme et de pouvoir programmer en moyen terme avec un certain recul critique les objets de recherche que la société leur propose. La chance des EPST, par leur statut, serait, à l'époque de la flexibilité du travail, de pouvoir exercer et défendre un métier et de mettre en jeu cet exercice et cette défense dans le marchandage où se construit la demande sociale et se définit la recherche. Mais si l'institution se sclérose de l'intérieur, elle ne peut qu'attendre une définition extérieure de sa légitimité, tant au niveau de sa programmation que de la production de son image, et enfin au niveau intermédiaire qui est celui de la réalisation du travail concret. C'est ainsi que notre légitimité maintenant serait de faire de l'enseignement, ou mieux, de mettre en pré-retraite les plus de 45 ou 50 ans pour pouvoir orienter les jeunes plus facilement.

Alors que justement notre fonction est une fonction de critique sociale, et, par ce fait, de proposition sociale. La période d'ajustement structurel s'est pensée, développée, et quasiment terminée sous nos yeux sans qu'un débat d'une certaine ampleur agite notre institution sur ses tenants et ses aboutissants, et alors que presque tout le monde s'était arrangé pour mettre, de manière au moins officielle, ce souci dans son programme. Là est la perversion fondamentale de l'institution : ne pas oser dire en tant que telle, ce à quoi elle encourage chacun de ses membres ; et réciproquement, du côté chercheur, faire semblant de réaliser ce que l'institution demande de manière plus officielle que réelle. Ce cercle vicieux conduit à l'alternative actuelle : soit une reprise en main musclée où notre

profession n'aura guère son mot à dire, soit un sursaut éthique où pourraient, au nom de la raison scientifique, s'évacuer toutes les perversions qui s'originent dans le traditionnel non-dit.

Il est plus facile de travailler sur l'écologie, le maintien des ressources renouvelables, la lutte épidémiologique, dans la mesure où la science se trouve là dans sa position traditionnelle qui est de dire le vrai en même temps que le bien. Et ces nouveaux objets se sont imposés, malgré les lenteurs institutionnelles, avec le recul critique nécessaire à leur bonne appréhension. Mais les objets qui ont, au niveau mondial, une potentialité plus explicite de critique sociale, comme, par exemple, le fonctionnement des organisations internationales, les migrations internationales de travail, la question des réfugiés, les fondements et les conséquences des politiques d'ajustement structurel, les politiques sociales urbaines, les répercussions du marché de la drogue, la montée des ethnismes et des nationalismes..., ne font pas véritablement l'objet d'un encouragement institutionnel. Soulevés par des chercheurs à titre individuel, ils sont traités soit à ce niveau, soit à des niveaux disciplinaires, ce qui ne peut manquer de les appauvrir, soit au niveau de colloques internationaux qui font le point, et puis s'en vont. On peut voir parfois la discipline s'ériger en barrière protectrice d'un danger politique potentiel. C'est d'ailleurs, paradoxalement, une demande sociale tout à fait officielle, de court et de moyen terme, nationale et internationale, qui peut présenter ce type de question, toujours de manière provisoire et précaire, à l'occasion de contrats. Mais jamais l'institution ne s'organise pour développer l'accumulation scientifique sur ce type d'objet, soit en tant que telle, soit en collaboration avec d'autres institutions. La programmation est alors le résultat d'un non-dit de chaque discipline, d'une absence de réflexion collective organisée, comme de l'addition de stratégies individuelles multiples et variées.

4- Les objets scientifiques dans les "pays du champ"

Le terme est employé, sans arrière-pensée, par nos fonctionnaires des Affaires Étrangères ou de la Coopération en présence de collègues africains, qui parfois n'entendent pas, ou parfois réagissent vivement (cf. le colloque du cinquantenaire à l'Unesco où on a pu observer les deux attitudes). Nos "inconsciences" sont extrêmement gênantes. Car, lorsqu'il s'agit d'objets qui peuvent apparaître plus délicats à étudier à un niveau local/national, comme la violence urbaine, le lien social et politique, les ethnismes et les ethnicités, les fondamentalismes religieux.. et qui peuvent facilement prêter à l'accusation d'ingérence, alors que chacun sait combien ils

pèsent sur tout développement national, on nous renvoie au devoir de réserve qui revient en fait à la nécessité de masquer l'objet sous une présentation différente.

Alors qu'au contraire il faudrait l'afficher en tant que tel, pour pouvoir lui donner son statut scientifique, et pouvoir représenter sa position dans le monde politique. La seule "précaution" à prendre, comme en d'autres pays d'Amérique latine ou d'Asie, serait celle d'une véritable coopération avec les communautés scientifiques des pays intéressés. Mais de grâce ne fermons pas les yeux sous peine de les rouvrir (éventuellement) sur un monde qui nous serait inconnu. Ou bien chacun de nous aurait-il régressé à nouveau au stade du "petit-Camus-dans-sa-tête" ? Ceux dont on s'occupe le plus, avec lesquels nous prenons le plus de précautions, auxquels nous proclamons tout notre dévouement, ce sont "les Africains". Derrière ce terme, se trouvent toutes les confusions de nations, d'intérêts, de classes, et un continent qui est parmi les plus démunis. Il est inutile d'épouser officiellement une "cause" aussi confuse. Cette pseudo-proximité, réelle ou affichée, gêne. Prenons le recul que nous donnent les pays où ne nous fûmes jamais les interlocuteurs privilégiés ou les colonisateurs, confortons rapidement les pratiques nouvelles issues des leçons qui nous ont été données par l'histoire récente en Afrique même, et établissons de véritables relations de coopération scientifique. Et à ceux qui objecteraient qu'il ne s'agit que de reculer pour mieux rester, il faudrait répondre: pourquoi pas ? Puisqu'il s'agit aussi, et peut-être avant tout, de développer les communautés scientifiques des nations si l'on veut développer les relations, c'est-à-dire les coopérations comme les conflits, avec la communauté scientifique internationale.

les cahiers

n° 21 - 1994

OBJETS, TERRAINS, DISCIPLINES

Editeurs scientifiques:

Jean COPANS

Pascal LABAZEE

Auteurs :

P.LABAZEE - M. LE PAPE - Y. LEBEAU

M. SELIM - E. GREGOIRE - R. CABANES

Hors-Thème:

A.I.NDIAYE et B. TIDJANI - A.MARYNZCAK

UR : Savoirs et Pouvoirs

Département SUD - ORSTOM

72, route d'Aulnay 93143 - BONDY Cedex - Tél. : 48 02 56 17